

Marché public de services



**RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PROCEDURE : Appel d'Offre Ouvert (AOO)

Numéro : DSI2_BDMN_2501

OBJET :

« Fourniture de prestations de développement, qualification, diffusion et formation, des applications nationales pour les Missions Nationales de la DSI² de la région académique Occitanie »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTITE DE L'ACHETEUR	4
ARTICLE 2 – PRESENTATION DU CONTEXTE	4
ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
3.1 – Objet de l'accord-cadre.....	5
3.2 – Allotissement de l'accord-cadre.....	5
3.3 – Forme et montant de l'accord-cadre.....	5
3.4 – Durée de l'accord-cadre	6
3.5 – Lieu d'exécution des prestations	6
3.6 – Clause sociale de formation sous statut scolaire	6
3.7 – Clause environnementale.....	8
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
4.1 – Pièces contractuelles	9
4.2 – Pièces à délivrer au titulaire	9
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	9
5.1 – Conditions d'exécution des prestations à bons de commandes	9
5.2 – Conditions de livraisons.....	10
ARTICLE 6 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
6.1 – Forme et contenu des prix.....	10
6.2 – Révision des prix.....	11
6.3 – Facturation	11
6.4 – Mode de règlement et paiements.....	12
6.5 – Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance	12
6.6 – Avance.....	13
6.7 – Acompte	14
6.8 – Cession ou nantissement des créances	14
ARTICLE 7– PENALITES.....	14
7.1 – Pénalités de retard	14
7.2 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale	14
7.3 – Pénalités pour non-respect du délai de prévenance.....	15
7.4 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	15
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	16
9.1 - Clause de réexamen pour remplacement d'un membre de groupement.	16

9.2 - Extension ou modification du périmètre technique lié au système applicatif	16
9.3 - Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses de sauvegarde	17
ARTICLE 10 – DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	17
10.1 – Assurance	17
10.2 – Justificatifs sociaux.....	17
10.3 – En cas de modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre	18
ARTICLE 11 – RESILIATION	18
11.1 – Dispositions législatives.....	18
11.2 – Dispositions contractuelles	18
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
ARTICLE 14 – ELEMENTS RELATIFS AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	21
ARTICLE 15 – POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	21
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	21
ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 18 – RETENUE DE GARANTIE.....	23
ARTICLE 19 – DIFFERENDS ET LITIGES	23
19.1 – Règlements des différends	23
19.2 – Contentieux.	24
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	24

ARTICLE 1 – IDENTITE DE L'ACHETEUR

L'ETAT,
Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse et des sports
Région Académique Occitanie - Rectorat de l'Académie de Montpellier
CS 39004 - 31, rue de l'Université- 34064 Montpellier Cedex 2
☎ 04 67 91 48 94 📠 04 67 91 50 66

Représentée par Madame la Rectrice de la Région Académique Occitanie, Chancelière des Universités, représentant le pouvoir adjudicateur.

Acheteur : Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Service Bénéficiaire du présent accord cadre : le Bureau des Missions Nationales (BDMN) de la DSI² de la région académique Occitanie.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DU CONTEXTE

Le bureau des missions nationales (BDMN) est chargé de développer, qualifier, diffuser et exploiter des applications nationales. Il a pour autorité hiérarchique le responsable de la DSI² (Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation) où il est hébergé, et pour autorité fonctionnelle la Direction du Numérique pour l'Éducation (DNE) du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ). Il s'organise autour d'un mode de fonctionnement sur la base des approches agiles (à orientation DevOps), réalisé le plus souvent par des équipes mixtes (ressources internes et ressources du titulaire).

L'objectif de la présente consultation est de mettre en place les activités qui vont concourir aux projets d'évolution ou de construction des systèmes d'information pour les applications des domaines Climat scolaire, Référentiels et pilotage, Paie, Gestion Financière et Comptable en EPLE.

L'enjeu est d'assurer des missions :

- de diffusion et formation (prestations intellectuelles de diffusion, support aux applications, communication et formation) ;
- de qualification (prestations intellectuelles de qualification d'applications et automatisation de tests) ;
- de développement (prestations intellectuelles d'ingénierie logicielle de type analyse, développement d'applications et d'expertises techniques)

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français (Article 2 de la loi 94-665 du 04/08/94)

ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de prestations de développement, qualification, diffusion et formation, des applications nationales pour les Missions Nationales de la DSI² de la région académique Occitanie.

3.2 – Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloti et mono attributaire pour chaque lot.

Les prestations sont dévolues en 4 lots, faisant chacun l'objet d'un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande distinct :

- **Lot 1** : Fourniture de prestation de Développement JavaEE pour les applications des domaines climat scolaire, référentiels et pilotage.
- **Lot 2** : Fourniture de prestation de Qualification, de Diffusion et de formation pour les applications des domaines climat scolaire, référentiels et pilotage.
- **Lot 3** : Fourniture de prestation de Qualification, de Diffusion et de formation pour l'application du domaine PAIE en EPLE.
- **Lot 4** : Fourniture de prestation de Qualification, de Diffusion et de formation pour les applications du domaine Gestion Financière et Comptable en EPLE.

3.3 – Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre (art L2125-1 du code de la commande publique) mono attributaire qui fixe toutes les dispositions contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur sa durée totale, en application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le maximum est fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Il détermine la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge du titulaire par le biais des bons de commande.

Pour information, si cette limite est atteinte, ledit accord-cadre aura épuisé ses effets et se terminera de droit.

Montant maximum des 4 lots sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises) :
17 825 456 € HT

- Montant maximum du lot 1 : 4 734 000 € HT
- Montant maximum du lot 2 : 2 394 000 € HT
- Montant maximum du lot 3 : 2 340 800 € HT
- Montant maximum du lot 4 : 8 356 656 € HT

Ces montant maximum se basent sur les montants prévisionnels multipliés par un coefficient de 1,33. Ce maximum est fixé par le pouvoir adjudicateur. Il détermine la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge du titulaire par le biais des bons de commandes sur la durée totale possible de l'accord-cadre.

Pour information, si cette limite est atteinte, ledit accord-cadre aura épuisé ses effets et se terminera de droit.

3.4 – Durée de l'accord-cadre

La durée du présent accord-cadre est de 24 mois, **à compter de la date de notification**, pour les 4 lots. Il sera reconductible deux (2) fois 12 mois, « la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer ». Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il en informera le titulaire au moins trois mois avant l'échéance du marché sous forme de lettre recommandée avec avis de réception postale. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder 48 mois.

3.5 – Lieu d'exécution des prestations

Lieu d'exécution des prestations pouvant nécessiter une présence sur place : FR 813 : Montpellier – (Hérault-dépt34)

- Sur le site administratif de la DS2I : Etoile Richter, 58, avenue Marie-de-Montpellier - 34000 Montpellier

La nature des prestations objet du présent accord-cadre ainsi que le mode de travail en équipe intégrée entraînent la nécessité d'une forte présence dans les locaux du rectorat. Le travail à distance est envisageable mais ne peut s'effectuer qu'en accord entre les parties. Le CCTP définit dans son article 4.4 les modalités envisageables pour le travail à distance.

Le CCTP précise dans ce même article que certaines prestations pourraient exceptionnellement être réalisées en présentiel à Toulouse.

3.6 – Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent accord-cadre prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire

dans la « fiche entreprise » doivent ainsi respecter cette exigence mais peuvent également être élargies à des missions « support », pour permettre au jeune de découvrir le monde de l'entreprise et d'établir un projet professionnel.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures pour chacun des 4 lots du présent accord cadre (soit 600 heures), à réaliser pendant la période ferme de l'accord-cadre ou sur une période de reconduction. Le titulaire peut néanmoins dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent accord-cadre peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire de l'accord-cadre reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au RPA par le titulaire.

Le titulaire transmet également au RPA la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le RPA et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le RPA et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au

contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au RPA, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire répond à toute demande du RPA ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au RPA :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si l'Education nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le RPA au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le RPA, toute transmission de document lié à la CSF est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

3.7 – Clause environnementale

- Dans le cadre d'une éco-conception informatique, le titulaire s'engage à mettre en place des actions en faveur de la minimisation des sollicitations réseaux et des traitements inutiles
- Le prestataire s'engage à privilégier du matériel reconditionné ou à faible empreinte carbone
- Pour la réalisation des missions, le titulaire s'engage à privilégier des moyens de transport à faible émission de CO² et favoriser le télétravail.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1 – Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante, conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC :

1. L'acte d'engagement et les annexes financières (BPU) du ou des lots concernés
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les locaux du Rectorat de Montpellier fait seule foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les locaux du Rectorat de Montpellier fait seule foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le cadre de réponse technique du titulaire du ou des lots concernés.

Toute clause, portée dans les tarifs, catalogues, barèmes ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

4.2 – Pièces à délivrer au titulaire

En application de l'article 4.2 du CCAG, il appartient au titulaire de faire la demande d'exemplaire unique du marché ou de certificat de cessibilité qui lui sera alors délivrée gratuitement.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des prestations définies dans le présent accord-cadre soient exécutées par les personnes présentées dans son mémoire technique. En cas de modifications intervenant dans l'équipe en charge des prestations par rapport à l'équipe définie dans l'offre du titulaire, celui-ci prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et propose un remplacement par du personnel de compétences, d'expériences et de qualification au moins équivalentes, soumis à validation de la DS2I de l'académie de Montpellier.

Les conditions et délais de remplacement d'une ressource sont définis dans l'article 4.2.1 CCTP.

5.1 – Conditions d'exécution des prestations à bons de commandes

Les prestations de diffusion et formation, qualification, développement, réversibilité-transférabilité et de déplacement s'exécutent au moyen de bons de commandes.

Les modalités et conditions d'exécution des commandes sont définies dans le CCTP ; elles sont précisées pour chacune des 5 missions (dans les articles 5.1.4, 5.2.4, 5.3.4, 5.4.4 et 5.5.4 du CCTP).

Les commandes seront effectuées par l'émission de bons de commandes, émis au fur et à mesure du besoin, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le bénéficiaire commandera au titulaire un ensemble d'unités d'œuvre (UO), unités de compte du présent accord-cadre. Dans le cas d'UO avec un niveau de complexité associé, la somme des complexités de ces UO sera appelée la vitesse ou capacité à faire pour la commande. A l'exécution du

bon de commande, les UO seront affinées afin de déterminer les livrables attendus dans chacune d'elle (par exemple sur une UO de type diffusion on affichera que l'on souhaite une documentation projet ou le traitement de tickets d'assistance). Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, les UO seront consommées et les livrables réceptionnés via l'outil de suivi JIRA permettant d'enclencher le délai de réalisation des UO.

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par le RPA dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

L'ensemble du processus d'exécution et de suivi des commandes sera précisé et détaillé dans le Plan d'Assurance Qualité pour chaque Lot. Le PAQ sera réalisé par le titulaire, sur la base d'un modèle fourni dans les documents de la consultation par le RPA (modèle annexé au CCTP en Annexe n°6), dans les 20 jours ouvrés après la réunion de lancement, en conformité avec les exigences listées par le bénéficiaire et en intégrant les remarques recueillies à l'occasion de la réunion de lancement.

L'exécution des bons de commandes peut néanmoins se poursuivre au-delà de la durée de l'accord-cadre, notamment pour assurer la continuité d'une prestation durant le temps de l'achèvement de la procédure de passation du marché suivant.

Cependant, les dispositions de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique proscrivent une date d'émission et une durée d'exécution des bons de commandes qui conduirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques, c'est-à-dire dans des conditions faisant apparaître une manœuvre destinée à prolonger cette durée au-delà du raisonnable. Cette durée doit s'apprécier en fonction de l'objet et des caractéristiques de la prestation.

5.2 – Conditions de livraisons

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et à présenter au bénéficiaire l'ensemble des livrables attendus pour chacune des prestations, conformément aux dispositions du CCTP. Tous les livrables devront être livrés au format numérique.

ARTICLE 6 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 – Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées pour l'ensemble des prestations, conformément au bordereau des prix unitaires.

Ses prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la réalisation et l'exécution des prestations, tous les frais afférents à l'assurance, au frais généraux, aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement, aux prestations d'installation, intégration, configuration, paramétrages, tests, mise en ordre de marche, formation, garantie, maintenance, logiciel et ses mises à jour, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Pour information, le taux des taxes applicables est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

6.2 – Révision des prix

Les prix de l'annexe financière sont fermes pendant la durée initiale de l'accord-cadre ; ils sont ensuite révisibles chaque année, à sa date anniversaire, à l'initiative du titulaire.

La révision de prix se fait par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,20 + 0,80 * (S1/S0)]$$

Dans laquelle

P1 = nouveau prix révisé hors TVA

P0 = prix initial hors TVA (établi lors de la remise d'offre) ou dernier prix révisé

S0 = indice SYNTEC publié à la date d'établissement du prix de l'offre (INSEE), ou à la date de la dernière révision

S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision (INSEE)

La date d'établissement des prix est le mois de dépôt des offres.

Pour ce qui concerne la révision annuelle des prix, le titulaire devra transmettre la formule de révision complétée des valeurs d'indices correspondants, un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, à l'adresse suivante :

Région Académique Occitanie

Service Régional Académique de la Politique d'Achats

CS 39004 - 31, rue de l'Université - 34064 Montpellier Cedex 2

Clause de sauvegarde :

Au-delà de 3 % d'augmentation des prix, l'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification par le titulaire des nouveaux prix, pour les accepter ou les refuser. En cas de refus par l'acheteur de ces nouveaux prix, et si un accord ne peut être trouvé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3 %.

Cette validation ne saurait affecter les paiements, qui en vertu du marché, seraient exigibles avant la date d'application indiquée par le titulaire, soit à titre d'avance, soit à titre d'acompte.

6.3 – Facturation

Le paiement des prestations s'effectue, après service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées et ayant donné lieu à l'admission des prestations partielles ou totales de la commande.

Le titulaire peut facturer les UO admises, via un PV d'admission définitive des UO.

Les factures doivent faire apparaître :

- La raison sociale et l'adresse du titulaire
- Son numéro SIRET
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du service créancier
- La mention exacte de la prestation, les UO consommées, désignations et quantités
- Le montant de la prestation exécutée en HT et en TTC
- Le taux et le montant de la TVA
- La référence du marché
- Les références du bon de commande (n°EJ Chorus)
- La date d'admission des prestations

Les factures doivent être envoyées à l'adresse de facturation indiquée sur le bon de commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est : Madame la Rectrice de l'Académie de Montpellier - Chancelière des Universités

Le comptable assignataire chargé des paiements est : Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques Languedoc Roussillon – Direction Régionale des Finances Publiques – 334, allée Henri II de Montmorency – 34000 Montpellier.

6.4 – Mode de règlement et paiements

Le règlement est effectué selon les règles de comptabilité publique sur présentation de la facture au compte ouvert au nom du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le paiement peut être effectué, après vérification du service fait, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des dispositions suivantes :

- conformité en tous points des prestations au bon de commande,
- absence d'erreur ou d'anomalie lors de la vérification de la facture.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.5 – Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives aux co-traitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au RPA la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-TIC.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du RPA au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au RPA.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement

6.6 – Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance s'élève à 5% du montant TTC de chacun des bons de commandes dont le montant est supérieur à 50.000 € H.T et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement à partir de la date d'effet du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions prévues à l'article R2191-1 du code de la commande publique. Il sera effectué par précompte débutant lorsque que le montant des prestations atteint 65 % du montant du marché, pour s'achever lorsque que le montant des prestations atteint les 80 % du montant du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Une avance sera accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par le code, sauf renonciation expresse par ce dernier dans l'acte spécial de sous-traitance

6.7 – Acompte

Selon l'article R2191.20 du code de la commande publique, les prestations à bons de commandes qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions des articles L2191-4 et R.2191-20 à R.2191-23, des acomptes pourront être versés à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations, pour un bon de commande groupant plusieurs UO et dont le délai d'exécution dépasse trois mois.

Les acomptes éventuels sont versés en fonction de l'avancement global de l'exécution des prestations objet de chaque bon de commande ouvrant droit à un tel versement.

6.8 – Cession ou nantissement des créances

Le présent accord-cadre pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 7– PENALITES

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou non-respect d'une des clauses du présent accord-cadre. Les pénalités sont cumulables.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

7.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel, éventuellement prolongé, de livraison est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont appliquées dès le premier euro, sans mise en demeure préalable. Elles sont calculées pour chaque engagement de service et appliquées sur une base mensuelle.

Pour l'ensemble des missions, les pénalités sont de **500€ HT par jour calendaire de retard** en cas de manquements aux délais énoncés pour chacune des prestations décrites dans le CCTP, qu'il s'agisse d'un retard d'exécution, de livraison, de mise à disposition ou remplacement d'une ressource.

7.2 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 3.6 du CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 200 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;

- 200 € HT si, après demande du RPA, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.
- une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par le présent accord-cadre et non réalisées, du fait du titulaire, multiplié par 40.

7.3 – Pénalités pour non-respect du délai de prévenance

Le titulaire encourt des pénalités de **500 € HT par jour calendaire de retard** en cas de manquement aux délais de prévenance énoncés dans le cas du départ d'une ressource (article 4.2.1 du CCTP).

7.4 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification s'effectuent conformément aux articles aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

Les opérations de vérification ont pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des livrables, ainsi que la conformité du niveau de compétences du titulaire.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, le point de départ des opérations de vérification est la date de remise du livrable au RPA.

Elles sont effectuées par le responsable du suivi du marché ou son représentant (membre de la DSI² et désigné dès le début d'exécution du présent accord-cadre), qui étudie les livrables pour vérifier qu'ils répondent ou non aux stipulations prévues dans le présent marché et définies dans le CCTP.

Il dispose d'un délai de 7 jours à compter de la vérification pour prononcer l'admission.

Les modalités et conditions d'admission des livrables sont définies dans le CCTP ; elles sont précisées pour chacune des 5 missions (dans les articles 5.1.6, 5.2.6, 5.3.6, 5.4.5 et 5.5.5 du CCTP). L'admission est constatée de manière expresse par le bénéficiaire et matérialisée par un procès-verbal d'admission définitive. Le PV d'admission définitive est émis à l'issue du délai d'exécution des travaux prévu au titre de la prestation.

Le titulaire garantit un bon fonctionnement des prestations réalisées et le maintien des performances acceptées par bénéficiaire dans un environnement stable.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

9.1 - Clause de réexamen pour remplacement d'un membre de groupement.

En cas de défaillance d'un des membres du groupement, le titulaire peut solliciter de l'acheteur son remplacement.

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur accompagné d'un dossier de présentation de l'opérateur économique envisagé, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le nouveau membre doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale.

L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus au remplacement du membre du groupement, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du nouveau membre.

Le nouveau membre reprend l'intégralité des obligations de l'accord-cadre. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet du remplacement.

Le remplacement ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant sans incidence financière.

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours calendaires. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

9.2 - Extension ou modification du périmètre technique lié au système applicatif

Le portefeuille d'applications développées, intégrées, qualifiées et diffusées au sein de la région académique Occitanie évolue régulièrement. D'autres applications que celles décrites dans le CCTP du présent accord-cadre sont susceptibles d'être confiées à l'avenir à la DSI².

Dans le cas où le périmètre applicatif serait amené à évoluer, avec l'ajout d'applications, l'acheteur en informe le titulaire, qui établit un nouveau bordereau des prix unitaires intégrant ces modifications. La proposition de prix par le titulaire doit impérativement être en cohérence avec les prix du contrat initial pour le même type de prestations.

Les évolutions seront actées par avenant.

9.3 - Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses de sauvegarde

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- Si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- Si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 6.2 du présent CCAP.

L'acheteur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par avenant.

ARTICLE 10 – DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

10.1 – Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord-cadre ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire devra communiquer à l'acheteur dès sa demande une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Si cette attestation ne couvre pas la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée restante de l'accord-cadre.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10.2 – Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, et dans le cas où l'acheteur serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le

titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature de l'accord-cadre et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " de la région académique chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

10.3 – En cas de modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

Les dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-TIC sont applicables.

ARTICLE 11 – RESILIATION

11.1 – Dispositions législatives

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

11.2 – Dispositions contractuelles

L'accord cadre peut être résilié dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC (articles 47 à 54).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 à 2193-22 du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. Il veille également à ce que les sous-traitants

respectent les obligations prévues au marché. Aucun sous-traitant ne pourra exécuter une part des prestations au titre du présent marché sans y avoir été préalablement autorisé par le RPA.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en original en y joignant impérativement l'ensemble des pièces listées ci-dessous.

Le DC4 est téléchargeable sur le site de la DAJ, en cliquant sur le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cours d'exécution du marché, le titulaire produit également une attestation ou mainlevée de l'organisme bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur notifie après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au RPA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Ces dispositions, en particulier celles relatives à l'acceptation et à l'agrément du RPA, s'appliquent également en cours de marché. Conformément à l'article Article R 2193-3 du code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article [R. 2193-1](#).

Récapitulatif des pièces et informations à fournir :

- le formulaire DC4 dans sa dernière version en vigueur signé en original par le titulaire du marché et le sous-traitant. Toutes les rubriques doivent être correctement renseignées ;
- l'extrait K-bis ou équivalent daté de moins de trois mois du titulaire et du sous-traitant. Si le signataire du formulaire DC4 n'apparaît pas sur le document précédent, une délégation de pouvoir signée par la personne habilitée à engager de plein droit l'entreprise (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-bis ou équivalent) ou le cas échéant les pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre cette personne et le signataire du formulaire DC4 ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant : la rubrique H du DC4 doit être renseignée, ou si ce n'est pas le cas, les capacités doivent être annexées au formulaire DC4. Le titulaire doit indiquer ses moyens humains, matériels, chiffres d'affaires des trois dernières années, et la liste de références ou tout autre preuve permettant de s'assurer des capacités du sous-traitant ;
- l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L 243-15 du code de la sécurité sociale et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois du sous-traitant ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant ;

- si le titulaire a cédé son marché, il doit fournir l'exemplaire unique ou une attestation de main levée de la banque

ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'**article 46 du CGAC-TIC**, le titulaire du présent accord-cadre cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au RPA de les exploiter librement (y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre), et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au bénéficiaire, sans que cette liste soit exhaustive.

Le bénéficiaire est, et demeure, propriétaire des applications concernées par le présent accord-cadre ainsi que toutes modifications (adaptations, évolutions, corrections) qui y seraient apportées et qui résulteraient de la mise en œuvre même du présent accord-cadre.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'**article 123-1 du CPI**, et dans tous les pays, dès admission définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent accord-cadre. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au bénéficiaire les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le bénéficiaire se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du présent accord-cadre, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au bénéficiaire ou à des tiers.

Le titulaire garantit au bénéficiaire le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent accord-cadre et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du bénéficiaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le bénéficiaire.

ARTICLE 14 – ELEMENTS RELATIFS AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'annexe 3 du CCTP a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre, et son éventuel sous-traitant au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 en vigueur, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies dans l'annexe.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 en vigueur (le règlement européen sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018.

ARTICLE 15 – POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

La Politique de Sécurité des systèmes d'information de la région académique Occitanie est annexée au CCTP (Annexe CCTP n°4). Celle-ci s'applique à tous les intervenants qui accèdent aux SI de l'Académie de Montpellier.

Le titulaire s'engage à respecter la politique de sécurité des systèmes d'information décrite annexée au présent document et à préciser les éventuelles clauses, identifiées comme pertinentes par le bénéficiaire, qu'il ne serait pas en mesure de respecter.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire ; il n'y a pas de lien de subordination entre le bénéficiaire et les personnels du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte et être également force de proposition. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du bénéficiaire et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au bénéficiaire toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;

- reprendre tous les points pour lesquels le bénéficiaire a opposé des remarques et dans les délais émis par le bénéficiaire, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché, précisées dans l'article 4.2 du CCTP.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du bénéficiaire sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP dans l'article 11.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au bénéficiaire ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du bénéficiaire. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 12 du présent CCAP.

De la même manière, le RPA se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-TIC, les informations visuelles ou orales et documents de quelque nature que ce soit relatifs à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les fournisseurs ou les clients, les projets et le personnel, dont le titulaire aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont un caractère confidentiel.

Il a une obligation absolue de confidentialité sur le contenu des données auxquelles il a accès dans le cadre de sa mission. Il s'engage à ne communiquer en aucune façon à des tiers les fichiers, les documents ou éléments de toute nature. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés et préposés le secret le plus absolu sur ces éléments pendant toute la durée du présent accord-cadre et sans limite de temps après son échéance.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent aux sous-traitants éventuels du titulaire et à chacun de leur préposé à titre personnel.

ARTICLE 18 – RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à l'admission des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial de l'accord-cadre augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Si l'accord-cadre est conclu avec une petite et ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3 %.

ARTICLE 19 – DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre l'acheteur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

19.1 – Règlements des différends

Conformément à l'article 55.2 du CCAG-TIC, tout différend entre le titulaire et l'acheteur, doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation.

Dans le mémoire, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

Par dérogation aux articles 55.2 et 55.3 du CCAG-TIC, ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans un délai de 15 jours, à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Par ailleurs, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

Organe chargé des procédures de médiation :

http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/ccra/contacts/comite_local_marseille.pdf

- Comité Consultatif Inter - régional de Règlement Amiable des Litiges
Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales

CCIRA de Marseille

Place Félix Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

- Secrétariat du comité : Catherine PIETRI

Courriel: catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

19.2 – Contentieux.

A défaut de conciliation, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG-TIC, la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Articles du CCAG – TIC auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
Dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-TIC	ARTICLE 7 du CCAP
Dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC	ARTICLE 7.4 du CCAP
Dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC	ARTICLE 8 du CCAP
Dérogation à l'article 46 du CGAC-TIC	ARTICLE 13 du CCAP
Dérogation aux articles 55.2 et 55.3 du CCAG-TIC	ARTICLE 19.1 du CCAP